

**Monsieur le Président de la 15ème Conférence des Parties,  
Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Délégations  
Leurs majestés et altesses ;  
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;  
Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention Cadre;  
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et chefs de missions  
diplomatiques ;  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Organismes  
Internationaux, du Système des Nations Unies et des Organisations  
de la Société Civile;  
Mesdames, Messieurs ;**

C'est un honneur et une fierté, au nom du peuple tchadien et de son Gouvernement, de prendre la parole devant cette auguste assemblée des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Permettez-moi, tout d'abord, d'adresser au nom de la délégation tchadienne qui m'accompagne, mes félicitations et mes remerciements à Sa Majesté la Reine Margarethe II, au Premier Ministre et au Gouvernement danois pour avoir accepté d'accueillir la 15<sup>ème</sup> Conférence sur les Changements Climatiques, et pour toutes les marques d'attention dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Copenhague.

Permettez-moi aussi de féliciter vivement le Secrétariat Exécutif de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques pour son engagement dans l'organisation efficace de cet important sommet sur le dangereux réchauffement de la terre.

Nous sommes réunis ici, à Copenhague pour la 15<sup>ème</sup> conférence mondiale des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Les débats portent sur l'avenir de notre planète. Et, le résultat de cette conférence ne fera pas que forger le visage de la terre, mais influencera le destin des centaines de millions de personnes. Car, il n'est pas exagéré de considérer que l'humanité se dirige tout doucement vers une catastrophe climatique. Et, si la tendance actuelle ne s'inverse pas très rapidement, certains habitants du globe pourraient perdre leur habitat en raison de la hausse du niveau des mers, au moins un dixième serait carrément exterminé du fait de l'assèchement des terres.

D'un côté, ici, il s'agit de rechercher les voies et moyens pour améliorer les conditions de vie des uns ; de l'autre, il s'agit de lutter contre le dangereux réchauffement de l'atmosphère terrestre. C'est pourquoi, nous devons, à l'issue de cette Conférence décider d'un nouvel accord contraignant sur la base du Protocole de Kyoto.

### **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Délégations**

Tout le monde convient que les changements climatiques constituent la menace la plus dangereuse pour notre planète. Le Tchad, mon pays, en est une des victimes déclarées.

Il est une évidence aujourd'hui que le Tchad est l'un des endroits les plus chauds de la planète ; et il est prévu, d'ici à 2050, une augmentation de température de 3 à 6 degrés centigrades. Comment les populations tchadiennes pourront-elles la supporter en ces temps là?

Dans un passé récent et dans le sillage des sécheresses des années 70, les zones climatiques saharienne et sahélienne ont progressé vers le sud de 150 kilomètres, soit une moyenne de 7 kilomètres par an. Il en est résulté une réduction des surfaces agricoles et pastorales. Cela a été, et est encore de nos jours, la cause de nombreux conflits entre les différentes communautés de ces terroirs que sont les éleveurs et les agriculteurs.

A cause des aléas climatiques, les ressources en eau, abondantes dans un passé récent, ont disparu ou sont en voie de disparition. C'est le cas du Lac-Tchad, jadis appelé « la mer intérieure de l'Afrique ». Le Lac-Tchad s'assèche aujourd'hui à un rythme inquiétant. Sa superficie est passée de 25.000 km<sup>2</sup> en 1960 à 2.000 km<sup>2</sup> à nos jours. Cette menace réelle de la disparition progressive du Lac Tchad constitue une catastrophe écologique, pour les êtres humains et leurs cheptels ainsi que pour la faune et la flore. Cette diminution des eaux du Lac-Tchad réduit d'autant les possibilités de productions agricoles et halieutiques, et en même temps provoque l'immigration forcée des habitants riverains. Le Lac-Tchad fait vivre directement ou indirectement près de trente millions (30.000.000) de personnes.

## **Mesdames, Messieurs**

En ma qualité de Président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, je lance du haut de cette tribune un appel solennel pour la restauration des écosystèmes du Lac-Tchad. Il faut le préciser, le Lac-Tchad constitue une barrière contre la dégradation du bassin du Congo. En plus des efforts des pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), Nous interpellons la communauté internationale pour une mobilisation en faveur de la tenue d'un sommet spécial pour le sauvetage du Lac-Tchad, car celui-ci contribue incontestablement à l'équilibre écologique de la planète.

Dans le même chapitre de la dégradation climatique, les prévisions nous laissent penser que la variabilité du climat sera importante au Tchad au cours du siècle actuel. Des sécheresses seront suivies de pluies abondantes et d'inondations, mettant à mal les modes de vie actuels des populations. Face à cela, ces populations seront contraintes de se tourner vers la mobilité pour rechercher les zones les plus accueillantes, dans le temps et dans l'espace. Et cela en courant le risque d'abandonner les services de base patiemment constitués pendant des années. Où, nos enfants trouveront-ils l'instruction ou les soins de santé, lorsque leurs parents devront rechercher des conditions meilleures ailleurs ?

## **Excellences, Mesdames, Messieurs ;**

Face au danger qui est réellement là, le Tchad se mobilise pour un changement climatique positif.

A cet effet, le gouvernement tchadien déploie des efforts à la mesure de ses moyens pour la protection de l'environnement.

Ainsi, il est institué depuis 1972, une semaine nationale de l'arbre, permettant de mettre en terre des milliers de plants chaque année. En outre, il y a eu le lancement en l'an 2000, du programme national gaz en remplacement de l'utilisation du charbon de bois. A cela s'ajoute la mise en œuvre, depuis l'année dernière du programme national de développement des ceintures vertes autour de N'Djaména et des autres villes du pays. Ces ceintures vertes sont édifiées et entretenues de manière participative. Nous avons ajouté à

ces ceintures vertes, l'opération dix millions (10.000.000) d'arbres par an. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de la grande muraille africaine.

Certes, le Tchad n'est pas un cas isolé. L'Afrique toute entière fait face aux changements climatiques. C'est pourquoi, tout le continent parle ici d'une même voix. A l'instar des autres pays d'Afrique, le Tchad n'est pas responsable du réchauffement climatique, mais en paye le prix. C'est la raison qui nous conduit à considérer que le développement durable est intimement lié à la solidarité. Et ce principe ne peut être aujourd'hui occulté à Copenhague.

La solidarité doit s'exprimer entre pays développés pollueurs et pays pauvres victimes de la pollution.

L'Afrique doit donc avoir les moyens de s'adapter aux changements climatiques. Certes, l'Afrique a proposé un plan de financement. Mais, le Tchad invite ici et maintenant les pays industrialisés, les plus grands pollueurs, à financer les actions contre les effets négatifs de la crise climatique.

Nous devons également disposer des mécanismes plus souples à mettre en œuvre, garantissant le maintien de la qualité de la vie et de l'approvisionnement en eau de nos populations. Cela passe nécessairement par la préservation du bassin forestier du Congo qui a une fonction majeure dans l'équilibre écologique, de nos côtes maritimes menacées par l'érosion.

**Excellences ;**

**Mesdames, Messieurs ;**

Je ne saurais terminer mes propos sans réitérer mes félicitations aux organisateurs de la 15<sup>ème</sup> Conférence mondiale des Nations Unies sur le changement climatique. Je souhaite plein succès à nos travaux, car l'avenir de l'humanité en dépend.

**Je vous remercie.**